

Enquête sur des "tortures" commises par des soldats français



L'état-major français a ordonné une "enquête approfondie" sur les allégations d'un soldat suédois qui accuse des militaires français d'avoir malmené un milicien de République démocratique du Congo en 2003, a annoncé le porte-parole du ministère de la Défense.

Selon un reportage de la télévision publique suédoise programmé mercredi soir mais dont des extraits ont déjà été diffusés, des soldats français auraient "torturé" un jeune milicien congolais en juillet 2003. Ils participaient alors, aux côtés des troupes suédoises, à l'opération Artemis de l'Union européenne, près de Bunia (nord-est de la RDC).

"Les Suédois ont communiqué cette information aux autorités françaises à l'été 2007", a indiqué mardi le porte-parole du ministère français, Laurent Teisseire, précisant que "deux enquêtes de commandement ont été conduites, l'une par les Français et l'autre par les Suédois". Selon lui, les enquêteurs des deux pays se sont retrouvés lundi à l'état-major des armées à Paris, "les éléments recueillis de part et d'autre n'étant pas totalement concordants".

La première enquête française "n'a pas permis de corroborer les allégations" des soldats suédois alors que celle menée en Suède "a donné des résultats très contrastés", selon M. Teisseire. Le chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Georgelin, a donc décidé d'une "enquête approfondie" confiée à l'Inspection des forces en opérations. Selon la télévision suédoise, les militaires suédois ont été témoins des sévices sans y participer.

L'arrestation du Congolais aurait eu lieu le 13 juillet 2003. On lui aurait mis une corde au cou et brutalisé en le poussant avec des bâtons, selon le reportage. Selon un soldat suédois cité anonymement, "le prisonnier s'étouffait et s'étranglait quand il trébuchait". Le porte-parole du ministère suédois de la Défense, Roger Magneraad, interrogé par la télévision, a déclaré que lors de l'interrogatoire, "on a utilisé des méthodes s'apparentant à la torture. Les soldats suédois ont vu cela et ont fait en sorte que cela cesse".

M. Teisseire a indiqué que le Congolais avait été relâché quelques heures après s'être introduit, de nuit, dans le camp des militaires européens. (belga/7sur7)